



Entretien d'Europe avec Philippe de Suremain



Auteur : Philippe de Suremain

L'échec des négociations avec l'Europe au sommet de Vilnius a provoqué de très importantes manifestations en Ukraine et en riposte une répression brutale. La Fondation Robert Schuman donne la parole à l'ancien Ambassadeur de France à Kiev pendant la Révolution Orange et membre du comité scientifique de la Fondation, Philippe de Suremain, qui a joué, avec ses collègues occidentaux, un rôle essentiel pour préserver au pays son caractère pacifique. Dans cet entretien, Philippe de Suremain explique quelle pourrait être l'évolution de la situation dans les jours à venir.

[Lire la suite](#)

Sommaire

A la une ! : Dons - Appli/mobiles - France/Hongrie - Femmes **Crise financière :** BCE - Chypre - Espagne - France - Grèce - Irlande - Roumanie - Royaume-Uni - Croatie - Portugal **Commission :** Immigration - Banques - Stages **Conseil :** Justice/Intérieur - Télécoms/Transports - Compétitivité - Roms **Allemagne :** Franco-allemand **France :** Afrique **Italie :** Pologne - Loi/électorale **Luxembourg :** Gouvernement **Pologne :** Retraites **Royaume-Uni :** Eurostar **Ukraine :** Contestations **OSCE :** Sommet **ONU :** Centrafrique **OCDE :** Education **OMC :** Accord **OTAN :** Sommet **Eurostat :** Croissance - Pauvreté - Echanges **Etudes/Rapports :** Fiscalité - Corruption **Publications :** Union politique - Industrie/France **Culture :** Expo/Rome - Expo/Grenoble - Prix/Turner - Cinéma - Muséé/Bruxelles - Scala/Milan

[Agenda](#) | [Autres versions](#) | [Contact](#)

A la une ! :

Soutenez la Fondation : nous avons besoin de votre aide pour poursuivre notre action



La Fondation Robert Schuman est reconnue comme le Centre français de recherches de référence sur l'Europe. Présente à Bruxelles, où elle figure parmi les premiers laboratoires d'idées, elle travaille en réseau avec de nombreux experts et partenaires internationaux. Elle analyse les politiques européennes et met à la disposition des décideurs et du public, ses propositions. Nous avons besoin de votre aide pour poursuivre notre tâche. Vous avez la possibilité de nous aider par un don, dont vous pourrez déduire 66% dans votre prochaine déclaration fiscale, à condition qu'il soit effectué avant le 31 décembre 2013. Votre soutien nous sera très précieux et nous vous en remercions par avance... [Lire la suite](#)

Téléchargez notre appli "Fondation Robert Schuman"!

La nouvelle application "Fondation Robert Schuman" est disponible sur l'Apple store et Google play. Elle remplace l'application existante Euscope, pour ceux qui la connaissent. Où que vous soyez, suivez l'actualité européenne en temps réel. Retrouvez également nos



Lire la suite

dernières publications, événements, papiers d'opinions. Abonnez-vous, c'est gratuit. L'application sera prochainement disponible en anglais...

[Autre lien](#)

Relations France/Hongrie



Pour célébrer le 50e anniversaire du renforcement des relations diplomatiques entre la France et la Hongrie, la Fondation Robert Schuman et l'Ambassade de Hongrie à Paris organisent une conférence le 17 décembre 2013 intitulée "La France, la Hongrie et l'Europe centrale. Regards croisés franco-hongrois". Diverses personnalités du monde politique, académique et médiatique franco-hongrois viendront témoigner et enrichir les débats modérés par Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert Schuman. Inscription obligatoire dans la limite des places disponibles !.. [Lire la suite](#)

Forum de la mixité



Le 13 décembre 2013 se tiendra le Forum de la mixité à l'Espace des Blancs Manteaux à Paris 14ème. Ce forum, organisé par "Connecting Women" sous le haut patronage de Mme Najat Vallaud-Belkacem ministre des Droits des Femmes, est dédié à la mixité. Il réunit 80 exposants (institutionnels, entreprises, écoles, universités, consultants et réseaux engagés sur la mixité) pour faire le bilan des actions menées dans l'année et lancer de nouveaux projets pour l'année à venir... [Lire la suite](#)

Crise financière :

Prévisions économiques de la BCE et maintien des taux



La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé le 5 décembre 2013 que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureraient inchangés, à respectivement 0,25%, 0,75% et 0%. Dans ses projections macroéconomiques trimestrielles de décembre, la BCE table désormais sur une croissance de 1,1% du PIB de la zone euro en 2014, contre 1% auparavant. Pour 2015, la croissance attendue est de 1,5%. En revanche, malgré la reprise amorcée au 3e trimestre de cette année, qui se poursuivrait au dernier trimestre, selon le président de la BCE Mario Draghi, l'économie de la zone euro devrait bien se contracter de 0,4% en 2013. "L'activité économique profiterait d'une amélioration graduelle des exports" en 2014 et 2015, tout comme d'une embellie de la demande intérieure "soutenue par la politique monétaire accommodante", a expliqué M. Draghi, mais "le chômage reste élevé" et la conjoncture dans un certain nombre de pays de la zone souffre toujours des programmes de réformes et de redressement des finances publiques à l'oeuvre... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Chypre lance un plan de privatisations



Le 5 décembre 2013, le conseil des ministres chypriote a décidé la mise en place d'un plan de privatisations de plusieurs entreprises publiques permettant de lever 1,4 milliard d'euros. Ce plan conditionnait le versement en janvier 2014 de la dernière tranche du plan d'aide international mis en place par la Commission européenne, le Fonds monétaire international et la Banque centrale européenne en mars 2013, d'un montant de 185 millions d'euros. Selon le porte-parole du gouvernement, Christos Stylianides, les privatisations ne seront pas effectives avant deux ans... [Lire la suite](#)

Une nouvelle baisse du chômage espagnol au mois de novembre 2013



Le nombre de personnes inscrites au chômage en Espagne a enregistré une légère baisse en novembre, un mois traditionnellement mauvais pour l'emploi, à 4,8 millions, après deux mois de hausse, a annoncé le 3 décembre 2013 le ministère de l'Emploi. La quatrième économie de la zone euro a recensé sur le mois 2 475 demandeurs d'emploi de moins mais le taux de chômage atteignait 25,98% au troisième trimestre, selon l'Institut national de la statistique (INE), qui utilise une méthode de calcul différente et sert de référence. "C'est la première fois qu'une baisse du chômage se produit au cours d'un mois de novembre, depuis le début de la série statistique historique" en 1996, se félicite le

France : le taux de chômage augmente de 0,1 point au troisième trimestre 2013



Selon les chiffres publiés par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) le 5 décembre 2013, le taux de chômage augmente de 0,1 point au 3e trimestre en France métropolitaine après une stabilisation au 2e trimestre. Il atteint 10,5% en métropole (10,9% avec l'outre-mer). Sur un an, le taux a augmenté de 0,6 point. Du côté des jeunes, le chômage est resté stable au 3e trimestre à 24,5%. Il avait atteint un pic fin 2012, à 25,5%. En revanche, du côté des seniors, la situation s'aggrave : 8% d'entre eux étaient au chômage au 3e trimestre (+0,5 point en trois mois, et 1,1 point en un an)... [Lire la suite](#)

Grèce : budget 2014 adopté



Les députés grecs ont adopté par 153 voix le 7 décembre 2013 le projet de budget 2014 marqué par une baisse de 3,1 milliards d'euros des dépenses, sur fond de crispation des discussions avec les créanciers du pays, a annoncé la présidence du parlement. La loi de finances prévoit pour 2014 un PIB en légère progression de +0,6%, après six années consécutives de récession dont une contraction de -4% prévue pour cette année... [Lire la suite](#)

Irlande : dernier versement du plan d'aide international



La zone euro a versé le 4 décembre 2013 la dernière tranche d'aide qu'elle devait à l'Irlande dans le cadre du plan d'assistance financière de 85 milliards d'euros dont elle a bénéficié fin 2010 et qui s'achève en fin d'année. La somme versée est de 2,27 milliards d'euros sur un total de 17 milliards d'euros, a indiqué dans un communiqué le Fonds de soutien de la zone euro (FESF). Cette somme vient s'ajouter à la participation du Fonds monétaire international (FMI), à celle d'un fonds de la Commission européenne (FESM) et à des prêts bilatéraux consentis à l'Irlande par le Royaume-Uni, la Suède et le Danemark. Le pays quittera le programme d'aide de l'UE et du FMI le 15 décembre. Il deviendra le premier pays de la zone euro sous assistance financière à s'affranchir de l'aide de ses partenaires et à retrouver son indépendance économique et financière... [Lire la suite](#)

Le parlement roumain approuve le budget 2014



Le 4 décembre 2013, le parlement roumain a approuvé le bilan négocié avec le Fonds monétaire international. Le budget a été adopté par 346 voix, contre 49 et 7 abstentions. Parmi les mesures prises figurent une hausse du salaire minimum brut de 800 à 900 lei, une augmentation des salaires des professeurs débutants et une adaptation des retraites à l'inflation. Le budget prévoit aussi des investissements dans les infrastructures, notamment sur la réalisation de l'autoroute en Transylvanie, et dans le domaine de la culture. Néanmoins, le président roumain, Traian Basescu, a menacé de ne pas signer la loi à cause de l'augmentation de l'imposition sur les carburants qui pourrait créer des problèmes à l'économie du pays... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Des perspectives économiques britanniques revues à la hausse



Le 5 décembre 2013, le ministre britannique des Finances, George Osborne, a prononcé son traditionnel "Discours d'automne" dans lequel il détaille les futures politiques économiques du gouvernement. Le Chancelier de l'Echiquier a expliqué qu'il fallait continuer à réduire le déficit de l'économie britannique tout en aidant les personnes qui travaillent dur, en soutenant la croissance et la création d'emplois et en encourageant les jeunes. Il a relayé les prévisions de croissance très optimistes. En effet, la croissance devrait s'inscrire à 1,4% en 2013, soit 0,8% de plus que ce qui était prévu dans le budget de mars 2013. En outre, la croissance devrait être de 2,4% en 2014, contre 1,8% prévu... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Le parlement croate adopte le budget pour 2014

Le parlement croate a adopté le 4 décembre 2013 le budget pour 2014, avec un déficit prévu de 5,5% du PIB (2,3 milliards d'euros), basé sur la prévision par le gouvernement d'une croissance



économique de 1,3%. Le gouvernement a prévu des dépenses de 113,1 milliards de kuna (14,8 milliards d'euros) en 2014 et des recettes de 130,5 milliards de kuna (17,1 milliards d'euros). L'économie croate, qui dépend beaucoup du tourisme, a stagné ou a été en récession depuis 2009. Après un recul de 1,5% au 1er trimestre 2013 et de 0,7% au 2ème, l'économie croate a de nouveau chuté de 0,6% au 3ème, en rythme annuel. La dette publique a atteint presque 60% du PIB. Le gouvernement a décidé de limiter par la loi cette dette à 62% du PIB en 2014... [Lire la suite](#)

Retour de la croissance au Portugal



Le retour à la croissance du Portugal s'est poursuivi au troisième trimestre, avec une légère hausse de son Produit intérieur brut (PIB) de 0,2% comparé aux trois mois précédents, a confirmé le 9 décembre 2013 l'Institut national des statistiques (INE). Cette annonce tombe à pic pour le retour à Lisbonne de la troïka (UE-FMI-BCE) des créanciers du Portugal, qui a commencé à éplucher les comptes du pays en vue de l'octroi d'une nouvelle tranche de crédits de 2,7 milliards d'euros. En progression par rapport aux trois mois précédents, le PIB a néanmoins reculé de 1% au troisième trimestre comparé à la même période il y a un an... [Lire la suite](#)

Commission :

La Commission propose des moyens pour éviter les drames de migrants en Méditerranée



Le 4 décembre 2013, la Commission européenne a présenté 38 propositions d'actions pour éviter à l'avenir de nouvelles tragédies comme celle survenue début octobre au large de Lampedusa et pour mieux répondre aux flux de migrants et de demandeurs d'asile. Le plan de la Commission vise notamment à renforcer la surveillance des frontières "pour aider à sauver des vies". L'Europe doit pouvoir venir en aide à ceux qui en ont besoin, en multipliant ses opérations de contrôle à ses frontières extérieures et en renforçant ses capacités de détection des bateaux en Méditerranée. Les patrouilles effectuées en Méditerranée bénéficieront d'une plateforme commune et coordonnée. Ce réseau européen de patrouilles devrait concentrer son action sur les principales routes migratoires entre Chypre et l'Espagne et devrait améliorer la détection et l'intervention précoces, ce qui permettra de secourir des migrants en détresse en mer. D'après les évaluations de Frontex, l'agence européenne de surveillance des frontières, des ressources financières supplémentaires de l'ordre de 14 millions d'euros par an devraient être nécessaires à la mise en oeuvre de cette nouvelle stratégie... [Lire la suite](#)

L'UE condamne huit banques à 1,7 milliard d'euros



Le 4 décembre 2013, la Commission européenne a annoncé qu'elle infligeait une amende de 1,7 milliard d'euros à huit institutions financières internationales ayant pris part à des ententes illicites sur les marchés des produits dérivés financiers qui ont manipulé les taux de références en euro (Euribor) et en yen (Libor). Barclays, Deutsche Bank, RBS et Société Générale ont participé à une entente sur les produits dérivés de taux d'intérêt libellés en euro ; tandis qu'UBS, RBS, Deutsche Bank, Citigroup, JPMorgan et RP Martin ont participé à une ou plusieurs ententes bilatérales portant sur des produits dérivés de taux d'intérêt libellés en yen. La Commission européenne n'avait jamais jusqu'ici infligé des amendes pour un montant cumulé aussi élevé dans des cas d'entente et abus de position dominante, a souligné le commissaire chargé de la Concurrence, Joaquín Almunia. "Notre décision a une double ambition : punir et dissuader", a-t-il expliqué. Bruxelles "veut être sûre que les institutions financières travaillent pour l'économie réelle, et non dans l'intérêt de quelques-uns", a-t-il insisté... [Lire la suite](#)

Proposition de lignes directrices pour les stages



Le 4 décembre 2013, la Commission européenne a proposé des lignes directrices afin de garantir aux stagiaires l'acquisition d'une expérience professionnelle de qualité dans des conditions sûres et équitables. La Commission encourage les Etats membres à veiller à ce que leurs législations et pratiques respectent les directives européennes. La proposition souligne l'importance des conventions de stage qui définissent le contenu

d'apprentissage mais également les conditions de stage comme la durée, le temps de travail, ou encore l'indemnisation... [Lire la suite](#)

Conseil :

"L'espace Schengen", la libre-circulation et les migrations au centre des discussions



Les 5 et 6 décembre 2013, les 28 ministres de l'intérieur et de la justice ont adopté les conclusions relatives aux signalements du système d'information Schengen de deuxième génération (SIS II) ainsi qu'à l'évacuation de masse en cas de catastrophes. Ils se sont aussi accordés sur un programme de travail assurant la sécurité lors d'événements sportifs. Ils ont pris note de la communication sur la libre circulation des personnes, et sur les migrations en mer Méditerranée, ainsi que du rapport sur le fonctionnement de l'espace Schengen. Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, les ministres ont discuté des citoyens européens allant combattre à l'étranger. Ils ont évoqué la protection des données personnelles et l'application des dispositions de l'acquis de Schengen en Bulgarie et en Roumanie. Ils ont adopté le rapport sur la citoyenneté européenne et le rapport d'évaluation de l'agence des droits fondamentaux... [Lire la suite](#)

Des communications électroniques plus sûres et rapides



Le 5 décembre 2013, les 28 ministres en charge des télécommunications ont pris note des travaux visant à assurer un niveau élevé de sécurité des réseaux de communication électronique. A cet effet, ils ont souligné les progrès réalisés dans le déploiement de réseaux de communication électronique à grande vitesse. Ils ont également discuté de la réforme des règles de télécommunication de l'Union. Concernant les transports, les ministres ont défini l'orientation générale afin de développer une infrastructure minimale pour les carburants de substitution. Ils ont pris connaissance des travaux attribuant de nouvelles missions à l'Agence ferroviaire européenne ainsi que des propositions mettant à jour les règles relatives aux droits des passagers aériens. Enfin, ils ont mandaté la Commission européenne pour qu'elle engage des discussions en vue d'un accord global sur les services de transport aérien avec le Brésil... [Lire la suite](#)

Conclusions du conseil compétitivité



Le 2 décembre 2013, les ministres en charge de la compétitivité ont adopté une position commune concernant la facturation électronique dans le cadre des marchés publics, les dommages et intérêts pour infraction aux règles sur les ententes et les abus de position dominante, le programme Copernicus relatif à l'observation de la Terre depuis l'espace ainsi que sur neuf partenariats publics et privés visant à relancer la croissance et la création d'emplois dans le cadre d'Horizon 2020. Ils sont parvenus à trouver un accord politique relatif à la création d'une entreprise commune européenne pour le réacteur thermonucléaire expérimental international (ITER). Enfin, les ministres ont étudié le système de la marque communautaire afin de le moderniser et de le rendre plus accessible pour la société européenne et ont débattu sur les moyens de rendre le secteur public plus innovant... [Lire la suite](#)

Intégration des Roms



Lors de la réunion des ministres de l'Emploi le 9 décembre 2013, ils ont adopté une recommandation concernant une meilleure intégration des Roms dans les 28 Etats membres... [Lire la suite](#)

Allemagne :

Déclaration commune du Medef et du BDI: "Renforcer l'union économique et monétaire"



A l'occasion du prochain Conseil européen des 19 et 20 décembre 2013, les présidents du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF), Pierre Gattaz, et du Bundesverband der Deutschen Industrie (BDI), Ulrich Grillo, appellent à un renforcement de l'Union économique et monétaire en Europe pour créer un nouveau socle de croissance durable. Le 4 décembre 2013, Le MEDEF et le BDI ont proposé à leurs gouvernements et aux institutions européennes trois objectifs fondamentaux : assurer la consolidation budgétaire et la mise en oeuvre cohérente des réformes ;

garantir le financement de l'économie réelle en complétant l'Union économique et monétaire par une union bancaire puissante ; s'abstenir de toute mesure contreproductive et en particulier de toute taxation nouvelle sur les entreprises, telle que la taxe européenne sur les transactions financières... [Lire la suite](#)

France :

Sommet pour la paix et la sécurité en Afrique



Les 6 et 7 décembre 2013, lors du sommet pour la paix et la sécurité en Afrique, le président français et le Secrétaire général de l'ONU ont rendu hommage à Nelson Mandela. Les discussions ont été axées sur la sécurité, au moment même où une action internationale s'engage en République centrafricaine. Le président du Conseil européen, H. Van Rompuy, a rappelé les liens entre l'Union européenne et l'Afrique en précisant qu'"au-delà d'une coopération très intense dans tous les domaines et de l'aide de développement humanitaire, nous sommes présents en Afrique avec 9 missions". Le président de la Commission, José Manuel Barroso, a insisté sur le changement climatique et a appelé l'Europe et l'Afrique "à convaincre les grands pays émetteurs à prendre des engagements ambitieux et contraignants en termes d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre"... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Italie :

Enrico Letta et Donald Tusk plaident pour une relance de l'industrie en Europe



Le 5 décembre 2013, le président du Conseil italien Enrico Letta a rencontré à Varsovie le Premier ministre polonais Donald Tusk. Lors de leur rencontre, les deux hommes ont échangé leurs points de vue sur la recherche aérospatiale et sur l'énergie. Ils ont notamment trouvé un accord pour la participation d'entreprises italiennes à la construction du terminal gazier à Swinoujscie. Les discussions ont aussi abordé la politique européenne et, en particulier, la nécessité d'une relance du secteur industriel. Ils ont souligné l'importance d'un accord sur le projet d'union bancaire lors du prochain Conseil européen afin de prévenir les crises économiques... [Lire la suite](#)

La Cour constitutionnelle italienne invalide la loi électorale



La loi électorale italienne a été jugée partiellement inconstitutionnelle le 4 décembre 2013 par la Cour constitutionnelle qui s'est prononcée contre la prime de majorité qui octroie au parti arrivé en tête, un nombre de sièges très supérieur à la proportion des voix obtenues. Elle a également banni les "listes bloquées" qui contraignent l'électeur à voter pour toute une liste, sans possibilité d'exprimer une préférence. La loi électorale remonte à 2005 et avait été critiquée dès son adoption. En acceptant d'être réélu président de la République en avril dernier, Giorgio Napolitano avait exigé que les parlementaires se penchent sur une nouvelle loi électorale. C'était aussi un engagement du gouvernement de coalition d'Enrico Letta... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Luxembourg :

Nouveau gouvernement luxembourgeois



Le nouveau gouvernement luxembourgeois qui comprend le parti démocratique (DP), le Parti ouvrier socialiste luxembourgeois (LSAP) et les Verts (Déi Gréng) a prêté serment devant le Grand-Duc le 4 décembre 2013. Emmené par Xavier Bettel, Premier ministre, le gouvernement comprend le Vice-Premier ministre, 13 ministres dont quatre femmes et trois secrétaires d'Etat. Après 183 heures de négociations, les trois partis avaient signé l'accord de coalition quelques jours plus tôt. Le 5 décembre 2013, le premier Conseil des ministres a eu lieu... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Pologne :

Réforme des retraites



La Diète, chambre basse du Parlement polonais, a adopté le 6 décembre 2013 une réforme du système de retraites prévoyant notamment le transfert d'une partie des avoirs des fonds privés vers un fonds public. Le gouvernement estime que cette réforme permettra de réduire de quelque 8 points de pourcentage la dette publique, qui est égale à 55% du PIB. Le système de retraites en vigueur en Pologne repose actuellement sur deux piliers obligatoires, le premier étant un fonds étatique ZUS, chargé de verser les pensions et retraites en Pologne et dont l'endettement est

endémique, et un deuxième pilier privé, les fonds OFE. La loi, proposée par le gouvernement et votée par les députés de la coalition au pouvoir, prévoit que les bons du Trésor ou garantis par le Trésor détenus jusqu'à présent par OFE, soit 51,5% de la totalité de leurs avoirs, seront transférés au ZUS... [Lire la suite](#)

Royaume-Uni :

Londres annonce sa volonté de vendre sa part de 40% dans Eurostar



Le gouvernement britannique a annoncé le 4 décembre 2013 la vente de sa participation de 40% dans Eurostar, le train à grande vitesse reliant Londres à Paris et Bruxelles. Le Royaume-Uni espère ainsi retirer des centaines de millions £ de la vente de ses parts dans l'opérateur ferroviaire, réalisée dans le cadre d'une opération de privatisation. Le vice-ministre du trésor britannique, Danny Alexander, a révélé le nouveau plan national d'infrastructure, qui déterminera la manière de privatiser 20 milliards £ (24,1 milliards €) d'actifs financiers et sociaux sur les six prochaines années. Au total, ce vaste plan devrait permettre au gouvernement britannique de réaliser 375 milliards £ d'investissements publics et privés d'ici à 2030... [Lire la suite](#)

Ukraine :

La contestation sévit en Ukraine



La contestation qui sévit en Ukraine est sans précédent depuis la Révolution orange de 2004 et ne cesse de s'accroître. Le 8 décembre 2013, plusieurs centaines de milliers de manifestants pro-européens ont réclamé le départ de Viktor Ianoukovitch, accusé de "vendre" l'Ukraine à la Russie. Ils ont renversé une statue de Lénine. Arseni Iatseniouk, l'un des leaders de l'opposition a appelé à "élargir la contestation" et à "bloquer le quartier gouvernemental". Vitali Klitschko a appelé à une grève générale. Le 5 décembre 2013, l'ancienne Premier ministre Ioulia Timochenko a appelé les manifestants à renverser le régime de Viktor Ianoukovitch, le comparant à Joseph Staline. Alors que se tenait à Kiev le sommet de l'OSCE les 5 et 6 décembre, les responsables américains et européens ont apporté leur soutien aux manifestants qui clamaient "L'Ukraine, c'est l'Europe". Trois ex-présidents ukrainiens, Léonid Kravtchouk, Léonid Koutchma et Viktor Iouchtchenko, ont aussi exprimé dans une lettre commune leur "solidarité avec les actions pacifiques de centaines de milliers de jeunes Ukrainiens"... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#) | [Autre lien](#)

OSCE :

Conclusions du sommet de l'OSCE



Les 5 et 6 décembre 2013, les ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) se sont réunis pour le 20ème conseil ministériel à Kiev. Ils se sont mis d'accord sur un engagement à gérer les conflits de longue durée, sur une plus ample attention à l'énergie et à l'environnement, sur l'augmentation des efforts pour gérer les menaces internationales, sur des accords concernant la dimension humaine en matière de liberté de religion et sur la réaffirmation du processus Helsinki +40 concernant les futurs engagements de l'OSCE... [Lire la suite](#)

ONU :

L'ONU autorise une intervention en Centrafrique



Le 5 décembre 2013, le conseil de sécurité des Nations Unies a donné à la France un mandat pour intervenir en République centrafricaine (RCA) afin d'y rétablir la sécurité et la stabilité, en appui aux forces panafricaines. L'ONU autorise les soldats français à "prendre toutes les mesures nécessaires pour soutenir la Misca (force africaine en RCA) dans l'accomplissement de son mandat". L'Union européenne soutiendra financièrement les missions française et africaine. Le président français, François Hollande, a déclaré que "la France [était] attendue pour éviter une catastrophe humanitaire". Il est prévu que l'effectif français triple et passe à 1 200 hommes. Le Royaume-Uni a décidé d'apporter une assistance à l'armée française. L'Union européenne apporte son aide financière à la MISCA... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#)

OCDE :

L'OCDE publie les résultats de l'enquête PISA

Le 3 décembre 2013, l'Organisation de développement et de coopération



économiques a publié les résultats de l'enquête PISA qui évalue les connaissances et compétences des jeunes âgés de 15 ans dans 65 pays du monde. Le communiqué de l'OCDE précise que l'Asie arrive en tête du classement, notamment en mathématiques, variable importante de l'enquête. La compréhension de l'écrit et les connaissances en sciences sont également évaluées. La France se situe dans la moyenne, mais connaît une baisse de ses performances par rapport aux années précédentes. De plus, l'organisation pointe une corrélation entre milieu socio-économique et performance plus marquée en France que dans les autres pays... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

OMC :

Accord à Bali lors de la 9ème conférence ministérielle de l'OMC



Les ministres réunis à Bali, en Indonésie, dans le cadre de la neuvième négociation de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), ont salué l'accord intervenu dans la nuit du 6 au 7 décembre 2103. L'application de cet accord évalue à 1000 milliards de dollars la richesse que "le paquet de Bali" permettra de créer. Le paquet de Bali concerne trois volets : l'agriculture (avec un engagement à réduire les subventions à l'export), l'aide au développement (prévoyant une exemption accrue des droits de douane aux produits provenant des pays les moins avancés) et la "facilitation des échanges", qui ambitionne de réduire la bureaucratie aux frontières... [Lire la suite](#)

OTAN :

Relations avec l'Afghanistan et la Russie



Les 3 et 4 décembre 2013, les ministres des Affaires étrangères de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ont annoncé que l'OTAN travaillerait avec les autorités afghanes. L'objectif est de mettre en place un cadre juridique nécessaire au déploiement de la mission de formation, de conseil et d'assistance des forces de sécurité afghanes que l'OTAN dirigera après 2014. Ils ont également félicité les autorités afghanes pour les préparatifs en vue de l'élection présidentielle et de l'élection des conseils provinciaux qui se tiendront l'an prochain. Par ailleurs, lors du Conseil OTAN-Russie, les ministres et leur homologue russe, Sergueï Lavrov ont lancé un fonds conjoint visant à liquider les munitions obsolètes et dangereuses dans la région de Kaliningrad, en Russie. Les dirigeants ont l'ambition d'offrir un environnement plus sûr aux citoyens vivant à proximité des stocks de munition en réaffectant les anciens sites militaires en vue d'une utilisation civile... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Eurostat :

Croissance de 0,1% au 3ème trimestre dans la zone euro



La croissance a ralenti au 3ème trimestre dans la zone euro, avec un PIB en hausse de 0,1%, après une progression de 0,3% au 2ème trimestre, a confirmé le 4 décembre 2013 l'office européen des statistiques, Eurostat. L'évolution du PIB est liée au 3ème trimestre à la faiblesse de la consommation des ménages qui a affiché une maigre croissance de 0,1% après 0,2% le trimestre précédent. Les investissements ont, en revanche, accéléré avec une croissance de 0,4% après 0,2% au 2ème trimestre. Les exportations ont ralenti sur la période de juillet à septembre, avec une croissance de 0,2% après 2,1%. Les importations ont augmenté de 1% dans la zone euro après 1,6%. La Lettonie qui fera son entrée dans la zone euro en janvier prochain a affiché le plus fort taux de croissance des 28 pays européens (1,2%). Des baisses ont été enregistrées à Chypre (-0,8%), ainsi qu'en France et en Italie (-0,1% chacun). A l'échelle de l'Union européenne, la croissance a ralenti à 0,2%, après une progression de 0,4% le trimestre précédent... [Lire la suite](#)

124,5 millions de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale



Le 5 décembre 2013, Eurostat a indiqué qu'en 2012, 24,8% de la population, soit 124,5 millions de personnes étaient menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale, contre 24,3% en 2011 et 23,7% en 2008. Les pays ayant les plus fortes proportions de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale en 2012 sont la Bulgarie (49%), la Roumanie (42%), la Lettonie (37%) et la Grèce (35%). Les plus faibles proportions sont enregistrées en Suède et au Luxembourg (18% chacun), en Finlande (17%), aux Pays-Bas et en République tchèque (15% chacun)... [Lire la suite](#)

L'UE enregistre un excédent des échanges courants de 35,6 milliards d'euros



Selon les chiffres publiés par Eurostat le 6 décembre 2013, le compte des opérations courantes de l'Union européenne a enregistré un excédent de 35,6 milliards d'euros (1,1% du PIB) au 3ème trimestre 2013, comparé à un excédent de 30,3 milliards (0,9% du PIB) au troisième trimestre 2012. Au 3ème trimestre 2013 par rapport au 3ème trimestre 2012, le solde du compte des biens est passé d'un déficit à un excédent (+1,4 milliard d'euros contre -6,8 milliards), tandis que le déficit du compte des transferts courants a reculé (-16,6 milliards contre -18,5 milliards). Les excédents du compte des services (+39,6 milliards contre +43 milliards) ainsi que du compte des revenus (+11,2 milliards contre +12,6 milliards) se sont réduits... [Lire la suite](#)

Etudes/Rapports :

"Concurrence fiscale en Europe : la relance des hostilités"



Olivier Passet, directeur des synthèses économiques du groupe Xerfi, institut d'études économiques privé dont l'objectif est d'apporter une information neutre aux dirigeants pour les aider dans la préparation des décisions, a récemment publié une synthèse intitulée : "Concurrence fiscale en Europe : la relance des hostilités". Dans cette note, l'auteur analyse la dévaluation fiscale en Europe comme un moyen de concurrencer son voisin. Il montre qu'au moment où la France entreprend la "mise à plat" de sa fiscalité, celle-ci doit prendre en compte ce contexte de concurrence fiscale européenne. Enfin, il appelle les Etats membres de l'Union européenne à mettre en place une harmonisation fiscale pour éviter les cas de distorsions de concurrence... [Lire la suite](#)

La corruption dans le monde en 2013



Le Danemark et la Nouvelle-Zélande partagent la tête du classement de l'Indice de perception de la corruption 2013, publié le 3 décembre 2013 par l'organisation non-gouvernementale "Transparency International". L'Afghanistan, la Corée du Nord et la Somalie ferment la marche avec une note de 8 points seulement. Plus des deux tiers des 177 pays étudiés dans le cadre de l'Indice 2013 obtiennent une note inférieure à 50, sur une échelle allant de 0 (pays perçu comme étant extrêmement corrompu) à 100 (pays perçu comme étant très peu corrompu). Cette année, comme en 2012, la France est classée au 22ème rang avec un score de 71. En Europe, la France arrive derrière l'Allemagne, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et les pays scandinaves. L'Espagne a dégringolé de la place 30 à 40. La Grèce a amélioré sa position, en passant de 94 à 80... [Lire la suite](#)

Publications :

"Union politique : légitimité et efficacité pour surmonter la crise"



Dans le numéro de décembre de la revue "European View" publiée par les éditions Springer, le directeur des études de la Fondation Robert Schuman, Thierry Chopin, signe un article intitulé "Political Union : Legitimacy and Efficiency to overcome the Crisis" (Union politique : légitimité et efficacité pour surmonter la crise). L'auteur propose un certain nombre de propositions concrètes pour la mise en place d'un véritable leadership politique européen... [Lire la suite](#)

L'industrie de la France décomplexée



Le président de la Fondation Robert Schuman Jean-Dominique Giuliani signe un article dans l'ouvrage de Max Blanchet intitulé "L'Industrie France Décomplexée - Choisir nos batailles et créer un modèle industriel à la française" aux éditions Lignes de repères. Parmi les 10 batailles proposées pour sortir la France de la crise, Jean-Dominique Giuliani propose d'avoir une approche économique de la politique en conciliant réciprocité et compétitivité sans dogmes ; en créant les conditions de la transparence économique et de la nécessité d'un raisonnement économique!.. [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Culture :

Rome : Modigliani et les "artistes maudits"

Jusqu'au 6 avril 2013, le Palais Cipolla à Rome consacre une exposition à l'oeuvre de Modigliani et d'autres "artistes maudits". Ces oeuvres font



partie de la collection Jonas Netter qui, grâce à la collaboration avec un marchand polonais, avait pu acheter plusieurs oeuvres de Modigliani, Soutine, Utrillo et bien d'autres ayant travaillé à Montparnasse au début du XXème siècle. L'exposition qui compte 120 oeuvres arrive à Rome après avoir été présentée à la Pinacothèque de Paris et au Palais Royal de Milan... [Lire la suite](#)

"Sigmar Polke" au musée de Grenoble



Douze ans après la dernière exposition consacrée au peintre allemand Sigmar Polke en France et trois ans après sa disparition à l'âge de 69 ans, le musée de Grenoble présente un important ensemble d'oeuvres de l'artiste réalisées entre le début des années 1980 et le milieu des années 2000. Sigmar Polke (1941-2010) est l'un des peintres majeurs de la seconde moitié du XXe siècle. Rassemblant près de 70 tableaux et une cinquantaine d'oeuvres sur papier, l'exposition est organisée selon un parcours chronologique. Elle est ouverte jusqu'au 2 février 2014... [Lire la suite](#)

Le Prix Turner 2013 attribué à une vidéaste française



Le 3 décembre 2013, le Prix Turner 2013 a été attribué à Laure Prouvost, une vidéaste française de 35 ans. C'est la première artiste française à remporter ce prix, la plus prestigieuse des récompenses attribuées à un artiste contemporain. Le prix lui a été décerné à Derry, en Irlande du Nord, où se tient jusqu'au 5 janvier 2014, l'exposition regroupant les candidats. Le musée londonien, Tate Britain, organisait ce prix, pour la première fois depuis 1984, en dehors de l'Angleterre... [Lire la suite](#)

Prix du cinéma européen



"La Grande Bellezza" de Paolo Sorrentino a été désigné meilleur film européen de l'année, lors de la 26ème cérémonie de remise des prix du cinéma européen, organisée le 7 décembre 2013 à Berlin. Ce film apparaît comme le grand vainqueur de la soirée, remportant simultanément trois autres prix : l'Italien Paolo Sorrentino a été aussi récompensé en tant que meilleur metteur en scène européen, l'acteur principal, Toni Servillo, en tant que meilleur acteur et le film a également reçu le prix du meilleur montage... [Lire la suite](#)

Ouverture du "Musée Fin-de-Siècle" à Bruxelles



Le 6 décembre 2013, Bruxelles a ouvert son musée "Fin-de-Siècle" regroupant des oeuvres d'art belges des années 1900. L'art belge a trop longtemps souffert de l'invisibilité : ce musée entend ainsi mettre au jour l'effervescence de cette période, effervescence qui s'est manifestée dans plusieurs domaines artistiques. Ce musée se distingue ainsi par son caractère pluridisciplinaire, ayant bénéficié de la coopération de plusieurs centres culturels belges... [Lire la suite](#)

Ouverture de la saison à la Scala de Milan



Le 7 décembre 2013, le théâtre "La Scala" de Milan a ouvert la saison 2013/2014 en présence du président de la République italienne, Giorgio Napolitano. Le théâtre a décidé de présenter, jusqu'au 3 janvier 2014, l'oeuvre lyrique de Giuseppe Verdi, "La Traviata", en rendant hommage au compositeur italien lors du 200ème anniversaire de sa naissance. Pendant la saison, trois concerts seront aussi consacrés à Richard Strauss à l'occasion du 150ème anniversaire de sa naissance... [Lire la suite](#)

L'Agenda :



9-10 décembre
Bruxelles
Réunion de l'Eurogroupe

Bruxelles



9 au 12 décembre
Strasbourg
Session plénière du Parlement européen



10 décembre
Bruxelles
Conseil "Economie-Finances"

Stockholm
Cérémonie de remise des prix Nobel



12 décembre
Bruxelles
Conseil "Tranports, télécommunications et Energie" et Conseil "Affaires Etrangères" (développement)



13 décembre
Bruxelles
Conseil "environnement"



16 décembre
Bruxelles
Conseil "Affaires étrangères"



16 et 17 décembre
Bruxelles
Conseil "Agriculture-Pêche"

La Lettre est également disponible dans les versions suivantes :



J'aime la Lettre de la Fondation Robert Schuman

Les rédacteurs de la Lettre :

Inga Groth, Pauline Massis Desmarest, Charles de Marcilly ;
Antonello Cadinu, Victoria de Posson, Anouk Richard

Rédacteur en chef : Pauline Massis Desmarest
Directeur de la publication : Pascale Joannin

Contact / suggestion
info@robert-schuman.eu

La Fondation Robert Schuman, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique Giuliani.

Vous ne souhaitez plus recevoir nos lettres ? [{LINK}](#)